

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA PROSTITUTION

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Depuis plusieurs semaines, nous avons fait état de préoccupations devant l'abandon des Canadiens le plus dans le besoin par le gouvernement.

Puisque je vois maintenant le premier ministre—à qui je souhaite un bon anniversaire—je veux lui poser une question très grave.

Comme il le sait, il n'y a probablement pas de situation plus triste que celle des jeunes qui en sont réduits à faire le trottoir. J'ai maintenant eu l'occasion d'examiner à fond la décision de la ministre de la Justice de refuser des fonds à des programmes visant à aider ces jeunes à abandonner la prostitution. Le premier ministre sait-il qu'en rejetant ces programmes, la ministre de la Justice a déclaré qu'elle prenait cette décision à cause:

...des compressions budgétaires, des multiples questions qui exigent l'attention du gouvernement [...] de la nécessité dans laquelle se voit le gouvernement d'utiliser les deniers publics là où ils sont le plus nécessaires.

Quel besoin est plus grand que le besoin d'aider ceux et celles qui se livrent à la prostitution à s'en sortir? Je pose ma question au premier ministre.

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, la députée fait allusion à un problème social très complexe. Je n'ai pas dit que je ne voulais pas participer aux programmes dont elle parle. Je répondais à un rapport d'un comité permanent de la Chambre et je suis préoccupée de voir que beaucoup de prostitués ne s'en sortent pas. Par conséquent, si nous orientons nos programmes uniquement vers ceux et celles qui veulent s'en sortir, nous manquerons une occasion d'établir un lien très important entre la société, par l'intermédiaire de ses services d'aide, et ceux et celles qui font le trottoir.

Cependant, j'ai déclaré clairement dans le rapport que j'étais prête à discuter de la question plus à fond avec les gouvernements provinciaux qui sont les premiers responsables des services destinés à régler ce genre de problème

Questions orales

et je suis très ouverte aux programmes d'aide dont on peut démontrer l'efficacité.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, les études montrent exactement le contraire, soit que les jeunes prostituées qui font le trottoir veulent quitter la rue.

Le premier ministre est-il d'accord avec la ministre de la Justice quand celle-ci dit:

Il est douteux que de tels projets. . .

Et elle faisait allusion aux programmes visant à aider ces gens à quitter la rue.

...aient beaucoup d'effets sur les prostitués, compte tenu du fait qu'aux termes de la plupart des programmes de formation ceux-ci ne peuvent espérer mieux que le salaire minimum.

La déclaration de la ministre peut s'interpréter de deux façons: ou la ministre admet que les programmes du gouvernement sont un échec sur toute la ligne et donc que la prostitution est encore la meilleure solution; ou elle croit que ces gens choisissent la prostitution pour faire beaucoup d'argent.

Le premier ministre va-t-il se dissocier de ces remarques, qui n'ont pas été improvisées, n'ont pas été prononcées par hasard, mais sont tirées d'un rapport déposé à la Chambre? Est-ce là le point de vue du premier ministre et de son gouvernement?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, la députée cite mes remarques sans tenir compte de leur contexte, c'est-à-dire qu'elles sont tirées de ma réponse aux recommandations du comité permanent. À Vancouver, j'ai été associée à l'élaboration de programmes visant à aider tous les jeunes qui veulent quitter la rue, et non seulement les prostitués.

• (1420)

C'est évident que nous avons affaire à une situation complexe. Le rapport du comité permanent semblait conclure que la sollicitation, ce sur quoi porte le rapport—il a fait des recommandations sur la façon de traiter la sollicitation et examiné l'application de la loi—, le rapport semblait conclure dis-je qu'il y avait un lien direct entre ces programmes et le fait que les jeunes quittaient la rue.

Je faisais seulement remarquer que tout n'était pas si simple, que la situation était bien plus complexe et qu'on doit s'occuper de tous ces jeunes gens sur la rue indépendamment du fait qu'ils veulent ou non quitter la rue, et